

L'Argentine, un pays dans l'impasse faute de vision politique

ANALYSE

Flora Genoux

Buenos Aires, correspondante

L'élection à la présidence de Javier Milei, au programme ultralibéral, marque l'aboutissement de deux décennies pendant lesquelles le pays d'Amérique latine a connu des périodes de forte inflation et n'a jamais réussi à définir un cap pour son économie.

Publié aujourd'hui à 06h10 | Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés

« Les six prochains mois vont être très durs », a averti l'ultralibéral Javier Milei, après son élection haut la main, au second tour de la présidentielle argentine, le 19 novembre (55,7 % des voix). En effet, il n'y aura « *pas de gradualisme* » dans les mesures de l'outsider, qui doivent susciter un « *choc* » libéral, à partir de sa prise de fonctions, le 10 décembre. Réduction drastique des dépenses publiques (de l'ordre de 15 % du PIB), remplacement du peso par le dollar, suppression de la banque centrale... sa logique est d'imposer au pays une cure d'assainissement brutale. Une méthode largement contestée par des économistes de tous bords.

Lire aussi la tribune : [Argentine : « Les avantages de la dollarisation intégrale sont très largement surestimés par Javier Milei »](#)



C'est pourtant la potion très amère qu'est prête à avaler une partie de l'électorat de Javier Milei, épuisée par une économie moribonde, que différentes politiques – redistributives ou plus libérales – ont tenté de guérir depuis le début des années 2000. Leurs résultats sont alarmants : 143 % d'inflation sur un an, 40 % de la population sous le seuil de pauvreté, un taux de change cadencé par une série de restrictions et une dette colossale (l'équivalent de 41 milliards d'euros) à rembourser auprès du Fonds monétaire international (FMI).

La situation a des airs de déjà-vu. En 2001, le pays plongeait dans la pire crise de son histoire. Pillages, manifestations massives, chômage, six personnes sur dix dans la pauvreté, défaut de paiement... Une sorte d'année zéro pour de nombreux Argentins. Depuis, des aides aux plus démunis ont été mises en place, éloignant, pour l'instant, l'explosion sociale. Mais pourquoi ce pays aux multiples richesses naturelles (agriculture, mines, hydrocarbures...), dont une partie de la population est formée dans des universités – publiques – de qualité, ne sort-il pas de l'ornière ?

« Aller vers une économie diversifiée »

Les causes sont multiples. Elles trouvent toutes racine dans l'impossibilité du pays à générer une croissance durable et à bâtir un modèle productif solide. A l'origine de ces carences : une vision politique souvent court-termiste ou aventuriste. Une responsabilité portée par les gouvernements

tant péronistes (courant politique oscillant entre gauche et centre gauche, à la tête du pays pendant seize des vingt dernières années) qu'anti-péronistes.

Pourtant, tout n'a pas été aussi morose. Après la crise de 2001, le pays a connu un rebond. Un phénomène mécanique, après avoir touché le fond. La reconstruction a pris de longues années, sous les mandats des époux péronistes Nestor Kirchner (2003-2007) puis Cristina Fernandez de Kirchner (premier mandat de 2007 à 2011). Un vent de croissance souffle alors sur le pays, porté par le cours des matières premières, et c'est à cette époque que se met en place un filet de sécurité sociale.

Lire aussi la tribune : [« La victoire de Javier Milei en Argentine s'inscrit dans un contexte mondial de consolidation des droites radicales »](#)



Si les deux premiers mandats Kirchner donnent une impulsion à la réindustrialisation, « *ils ont été accaparés par la négociation de la dette* », remarque Martin Kalos, économiste et directeur du cabinet EPyCA. Les Kirchner héritent en effet des lourdes dettes à rembourser – au FMI, aux créanciers privés et aux implacables « fonds vautours » – laissées par le président péroniste de droite Carlos Menem (1989-1999). « *Cependant, il y a aussi eu un manque de vision économique pendant ces années Kirchner. Ils n'ont pas su définir de cap. Il aurait fallu, et il faut encore aller vers une économie diversifiée, en développant davantage l'industrie et les services* », poursuit Martin Kalos.

Newsletter abonnés

« La lettre des idées »

Votre rendez-vous avec la vie intellectuelle

[S'inscrire](#)

En effet, l'Argentine pâtit de sa forte dépendance au secteur agricole (soja, blé, maïs). Or, la bonne santé du secteur, donc du pays, est soumise aux caprices du climat. Pendant les années de sécheresse (2008, 2012, 2018, puis 2023), l'économie est chahutée. En raison de l'absence de stratégie de développement à long terme, la stagnation s'installe pendant le deuxième mandat de Cristina Fernandez de Kirchner (2011-2015).

Querelle interne

« *Le problème de l'Argentine, c'est son déficit budgétaire : elle dépense plus qu'elle ne gagne [c'est le cas de façon continue depuis 2011]. Et cela se traduit par l'endettement et l'émission de pesos. Or, émettre des pesos provoque de l'inflation* », décrit Paula Gandara, directrice d'investissement au sein du groupe financier Adcap. L'inflation se transformant elle-même en machine à pauvreté, l'urgence sociale requiert des mesures de court terme – telles les subventions – détournant ainsi le regard des politiques des réformes productives ambitieuses.

Le président Mauricio Macri (centre droit, 2015-2019) fait le pari d'une recette libérale, à contre-courant des années Kirchner. Cela ne fonctionne pas, en raison d'une sécheresse brutale – à nouveau –, mais aussi d'un marché économique et financier subitement ouvert et plus vulnérable aux soubresauts internationaux. A partir de 2018, le pays tombe dans la récession. L'inflation – qui n'a jamais cessé d'être à deux chiffres depuis 2007 – s'accélère. La pauvreté aussi. Le pays contracte la plus grande dette que le FMI ait jamais accordée.

Lire aussi l'éditorial du « Monde » : [Argentine : le changement dans le désespoir](#)



C'est de cette situation qu'hérite Alberto Fernandez (péroniste de centre gauche) en 2019. Très vite, la pandémie de Covid-19, puis les conséquences inflationnistes de la guerre en Ukraine et les négociations sur la dette grèvent sa gestion. L'économie s'enlise. Mais l'obstacle le plus inquiétant est bien interne : la querelle entre le président et sa vice-présidente, Cristina Fernandez de Kirchner,

embolise toute prise de décision.

Certes, les aides sociales sont bien là, pour répondre à l'urgence, mais qu'en est-il d'un véritable plan à long terme, afin de sortir de la dépendance agricole ? D'une vision destinée à amorcer la transition énergétique dans un monde qui doit peu à peu s'éloigner des énergies fossiles ? D'une méthode pour casser la spirale inflationniste ? Sans réponse, l'économie dévisse. Les électeurs, eux, désabusés, se tournent vers une solution extrême, qui leur fait miroiter le rêve, légitime, d'une vie digne.

Flora Genoux (Buenos Aires, correspondante)

***Le Monde* Mémorable**

Découvrir

Le génie Chaplin

Personnalités, événements historiques, société... Testez votre culture générale

La fabrique de la loi

Boostez votre mémoire en 10 minutes par jour

Offrir Mémorable

Un cadeau ludique, intelligent et utile chaque jour

Voir plus

Partenaires